



Les «travailleurs pauvres» en Europe

Note de synthèse

Introduction

Il est généralement reconnu que le fait d'avoir un emploi réduit considérablement le risque de pauvreté. Cependant, 8% de la population active au sein de l'Union européenne faisait partie de la catégorie des «travailleurs pauvres» en 2007, en ce sens qu'ils avaient des revenus inférieurs à 60% de la valeur médiane nationale. Les proportions varient considérablement entre les pays et les groupes sociaux. Dans la plupart des pays, la problématique des travailleurs pauvres ne constitue pas une priorité politique pour les pouvoirs publics ou les partenaires sociaux, bien qu'elle figure généralement dans les politiques générales destinées à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Même s'il existe à ce jour peu d'informations à ce sujet, il est probable que les travailleurs pauvres ont été particulièrement touchés par la récente récession économique.

L'étude comparative consacrée aux travailleurs pauvres en Europe se base principalement sur les contributions des experts des 27 États membres de l'UE (EU27) ainsi que de la Norvège, qui font partie du réseau de l'Observatoire européen des conditions de travail (European Working Conditions Observatory - EWCO). Cette étude vise à :

- comprendre l'ampleur du phénomène de pauvreté au travail dans les différents pays européens ainsi que les caractéristiques des personnes affectées;
- examiner les politiques mises en place pour s'attaquer au problème des personnes actives disposant de faibles niveaux de revenu;
- examiner les points de vue des partenaires sociaux sur la question des travailleurs pauvres;
- étudier les effets de la récession économique actuelle sur les niveaux de pauvreté au travail.

Contexte politique

L'objectif de la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté était l'un des traits essentiels de la Stratégie de Lisbonne en 2000, qui présentait la vision d'une UE

socialement solidaire, économiquement prospère et compétitive. Il est difficile pour les responsables politiques d'identifier ces «travailleurs pauvres» non seulement en raison du manque de données spécifiques disponibles, mais également parce que le concept associe deux niveaux d'analyse: le statut d'emploi des individus (niveau individuel) et le statut de revenu de leur ménage, qui se situe en dessous du seuil de pauvreté (niveau collectif).

La définition utilisée aux fins de cette étude est la même que celle de la Commission européenne. Selon celle-ci, les travailleurs pauvres sont ceux qui sont employés pendant plus de la moitié de l'année et qui sont, par leurs revenus disponibles, exposés au risque de pauvreté. Les revenus sont mesurés en relation avec le ménage où la personne vit et incluent les revenus de tous les membres du ménage, répartis entre ces derniers après ajustement en fonction de la taille et de la composition du ménage. Cela signifie, par exemple, qu'un homme et une femme vivant dans un même ménage sont censés disposer du même revenu équivalent quels que soient leurs revenus individuels.

Principales conclusions

S'appuyant sur des données tirées des statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) pour 2007, qui concernent la situation en 2006, le rapport constate que 8% de la population en âge de travailler (18 ans et plus) était employée mais vivait sous le seuil de pauvreté. La Grèce (14%), la Pologne (12%), l'Espagne (11%) ainsi que l'Italie, la Lettonie et le Portugal (10% chacun) présentent les taux de pauvreté au travail les plus élevés, alors que la République tchèque (3%), la Belgique, le Danemark et Malte (4% chacun) affichent les taux les plus faibles.

Le nombre de travailleurs pauvres a diminué dans certains États membres (Estonie, Irlande, Malte, Pays-Bas, Portugal et Suède), alors qu'il a augmenté dans 10 pays (Allemagne, Autriche, Chypre, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Lettonie, Pologne et Royaume-Uni). Comme il s'agit d'un indicateur relatif, le taux de pauvreté au travail permet

de comparer des pays dont les seuils de pauvreté sont très différents. Par exemple, en 2007, le seuil absolu du risque de pauvreté était de 1 494 EUR par mois au Luxembourg, mais de 74 EUR en Bulgarie. En conséquence, le Luxembourg présente un taux de travailleurs pauvres supérieur à la moyenne (9%) alors que la Bulgarie affiche un taux inférieur à la moyenne (5%).

Bien que les personnes avec un emploi soient moins exposées au risque de pauvreté que les personnes retraitées ou au chômage, elles représentent néanmoins une grande proportion des personnes menacées par le risque de pauvreté, étant donné qu'une grande partie de la population en âge de travailler (15 à 64 ans) travaille effectivement: 65% dans l'EU27 selon Eurostat.

Les facteurs clés pour évaluer si une personne peut être comptée au nombre des travailleurs pauvres comprennent certains aspects personnels (sexe, âge et éducation), les caractéristiques du ménage (personne vivant seule, ménage avec ou sans enfants à charge) et des facteurs professionnels (nombre de mois d'activité par an, statut professionnel, travail à temps plein ou à temps partiel, type de contrat de travail). L'étude montre que les hommes et les jeunes sont particulièrement vulnérables et qu'un faible niveau de formation multiplie par près de cinq le risque de faire partie des travailleurs pauvres (par rapport à la situation de travailleurs disposant d'un niveau de formation plus élevé).

Certaines politiques luttent contre la pauvreté au travail en octroyant diverses allocations de remplacement et prestations sociales. Elles peuvent comprendre des mesures fiscales, telles que des compléments de revenus d'activité ou des crédits d'impôt versés à des personnes ayant des revenus inférieurs à un certain niveau; des politiques du marché de l'emploi, comme le salaire minimum, des politiques de salaires en général, des allocations de chômage, l'assistance-chômage et des prestations de début d'activité; et/ou des politiques familiales. Au moins 10 pays (Allemagne, Belgique, Espagne, Estonie, Italie, Lettonie, Malte, Norvège, Pologne et le Royaume-Uni) déploient des politiques ciblant exclusivement ou au moins partiellement les familles. Le rapport évalue l'efficacité de ces mesures.

Dans la plupart des pays de l'UE, la lutte contre le chômage et/ou l'augmentation du chômage est devenue une priorité politique, puisque le chômage est considéré comme l'une des causes principales de la pauvreté. Cependant, une contradiction peut apparaître si les emplois créés sont de faible qualité et conduisent à une augmentation du taux de travailleurs pauvres. Les rapports nationaux de la Grèce, de l'Irlande, de la Slovaquie et du Royaume-Uni identifient ce problème et présentent les différences de points de vue des partenaires sociaux sur cette question.

Dans de nombreux pays, il est probable que la proportion de pauvreté au travail a augmenté durant la récession économique ou que la situation des

travailleurs pauvres s'est détériorée. Parmi les facteurs susceptibles de provoquer une augmentation du nombre de travailleurs pauvres en période de récession figurent les baisses de salaires, les réductions du temps de travail, l'augmentation du chômage – qui touche aussi les ménages – et les diminutions des dépenses publiques. Les études montrent toutefois que près des deux tiers des États membres de l'UE n'ont adopté aucune mesure politique particulière pour réduire l'impact potentiel de la récession sur les travailleurs pauvres.

Les informations disponibles pour un certain nombre d'États membres indiquent que les problèmes liés aux travailleurs pauvres sont principalement traités par les syndicats. En Bulgarie, en Irlande, au Luxembourg, en Norvège, au Portugal et en Roumanie, les syndicats ont présenté des propositions explicites sur la manière de réduire le nombre de travailleurs pauvres et/ou les travailleurs peu payés.

Orientations politiques

- Les pouvoirs publics et les partenaires sociaux doivent s'engager davantage dans la problématique des travailleurs pauvres et des travaux de recherche plus détaillés devraient être consacrés à ce sujet.
- Des mesures politiques destinées à encourager l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie sont nécessaires pour réduire le nombre de travailleurs pauvres.
- Alors que les salaires minima sont généralement reconnus comme une mesure positive, il importe de trouver le niveau optimal afin d'éviter un effet négatif sur la création d'emplois.
- En général, il a été démontré que des transferts sociaux tels que des prestations de sécurité sociale réduisent le risque de pauvreté, bien que cela soit vrai à des degrés divers selon différents pays.
- Étant donné que les personnes évoluant dans l'économie informelle sont plus susceptibles de se retrouver parmi les travailleurs pauvres en raison de mauvaises conditions de travail et de salaires faibles inhérents à ce type de travail, les pouvoirs publics doivent accroître leurs efforts pour réduire le travail non déclaré.
- Il convient de développer et de mettre en œuvre à court terme des mesures spécifiques pour réduire l'impact négatif de la crise économique sur les travailleurs pauvres.

Informations complémentaires

Le rapport sur les travailleurs pauvres en Europe *Working poor in Europe* est disponible en ligne à l'adresse suivante:
<http://www.eurofound.europa.eu/ewco/studies/tn0910026s/index.htm>.

Camilla Galli da Bino, chargée de liaison pour l'information
gdb@eurofound.europa.eu